

Albert Joseph Claveille (1865 - 1921)

Albert Joseph Claveille est né le 1^{er} janvier 1865 à Mouleydier, dans le hameau de Tuilières où sa mère tenait une auberge et son père travaillait comme simple journalier. Après une scolarité dans sa commune natale, à l'école publique, et des études secondaires au collège de Bergerac, il est reçu bachelier ès sciences, à 15 ans et demi.

Faute de moyens financiers, il ne peut poursuivre ses études et entre le 1^{er} octobre 1880 dans l'administration des Travaux publics, en qualité d'employé auxiliaire. A la subdivision de Bergerac,

il gravit les échelons jusqu'à celui de conducteur des Ponts et Chaussées. Il suit les progrès de la construction des chemins de fer du Périgord, particulièrement des lignes Bergerac - Ribérac et Bergerac - Mussidan. Il est ensuite affecté à Bordeaux, au Service maritime de la Gironde, courant 1890. C'est alors qu'il reprend ses études et obtient une

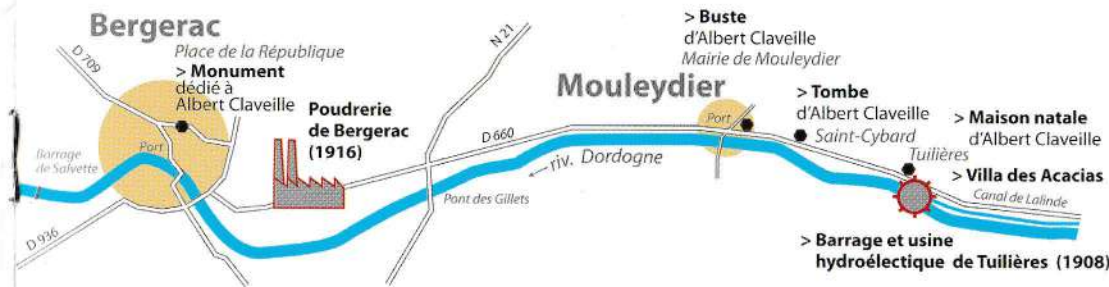
licence en sciences à l'Université de Bordeaux, en 1891. De là surtout, il prépare et réussit le concours d'entrée à l'École nationale des Ponts

et Chaussées (1896). Il sort major de sa promotion trois ans plus tard. Devenu ingénieur ordinaire des Constructions civiles, il revient en Périgord, à Périgueux, où il traite des questions relatives à l'exploitation batelière du cours de l'Isle, des tramways départementaux et de la ligne ferroviaire Parcou - Ribérac. Rêve de jeunesse ? La construction de l'usine électrique de Tuilières s'esquisse. Mise à l'étude en 1903, lancée en 1905, elle est achevée en 1908. Claveille suit le chantier depuis Paris, où il rejoint en 1903 le ministère des Travaux publics, dans un premier temps comme attaché au contrôle de la compagnie ferroviaire du Paris-Orléans, puis comme adjoint du directeur du personnel et de la comptabilité. Après le temps de la formation, des diplômes et des missions techniques de terrain, une nouvelle page de sa carrière s'ouvre. L'administration centrale parisienne lui réussit et il devient à son tour, en 1906, directeur du personnel et de la comptabilité. Il est à ce titre l'un des artisans de la loi Barthou du 24 décembre 1907, déterminant les conditions d'admission des conducteurs des Ponts et chaussées au grade d'ingénieur. Cette expertise en matière de gestion du personnel et des marchés publics lui vaut probablement d'être nommé en 1911 à la tête du réseau des Chemins de fer de l'État, dont il reste directeur jusqu'en 1917. Il devient membre du Conseil supérieur du tourisme et de la Commission militaire supérieure des chemins de fer. Elevé au grade d'Inspecteur général des Ponts et Chaussées en 1914, le déclenchement de la Première Guerre mondiale le rapproche encore des plus hauts responsables gouvernementaux. Il rejoint l'équipe d'Albert Thomas, sous-secrétaire d'État de l'Artillerie et des Munitions, pour participer à l'organisation industrielle de la défense nationale. Il devient ainsi du 1^{er} septembre 1915 au 1^{er} septembre 1916 président de la Commission des contrats, puis directeur général des fabrications d'artillerie et, à partir du 1^{er} novembre 1916, directeur général des transports et des importations. Nouveau tournant, politique cette fois : en décembre 1916, il passe de l'administration au gouvernement, en recevant le portefeuille de sous-secrétaire d'État aux Transports et Postes dans le cabinet Briand. Nommé ministre des Travaux Publics et des Transports le 12 septembre 1917, il conserve cette charge, accrue en mai 1919 de la Marine marchande, jusqu'en janvier 1920. Elu sénateur le 11 janvier 1920, il est réélu le 9 janvier 1921. Conseiller général, puis maire de Mouleydier, il décède le 6 septembre 1921, à Tuilières, dans sa villa construite à proximité du barrage et de l'usine électrique.



Parcours de visite

Albert Claveille a imprimé une marque profonde sur le XXe siècle Bergeracois. Entre sa maison natale et le monument qui lui est dédié, les quelques kilomètres du parcours proposé permettent de se rendre compte de l'importance du patrimoine industriel légué par Claveille. Fonctionnant ensemble, le barrage et l'usine de Tuilières d'un côté, puis moins de dix ans après, la poudrerie de l'autre, ont industrialisé une économie essentiellement agricole, et durablement transformé l'environnement de la rivière.



Un enfant de Mouleydier

Albert Claveille est né et mort commune de Mouleydier, au hameau de Tuilières. Sa maison natale, à l'angle des routes du moulin de la Ressègue et de Sarlat est toujours visible, ainsi que la villa qu'il fit construire à proximité. Posée au bord de la Dordogne, tournée vers la rivière et la centrale de Tuilières, la villa est empreinte du style balnéaire des années 1900 et, particulièrement, de celui de la Manche, au charme duquel Albert Claveille pourrait avoir été sensible. Cosy, fonctionnelle, mais dépourvue d'ostentation, la villa des Acacias reflète l'esprit rigoureux, travailleur et pragmatique de son promoteur.



Honneurs

Chevalier puis officier de la Légion d'honneur, Albert Claveille est chevalier du mérite agricole, grand croix de l'ordre du British Empire, commandeur de l'ordre de Victoria, grand croix de l'ordre de la Couronne de Belgique, commandeur avec plaque de l'ordre de Charles III d'Espagne, commandeur avec plaque de l'ordre de Vasa (Suède), grand officier de l'ordre d'Orange-Nassau, médaille des Services Distingués des Etats-Unis, et commandeur de l'ordre de Saint Sava (Serbie).

Le 6 septembre 1925, M. de Labatut, sénateur de la Dordogne et président du Comité qui s'était constitué, à Paris et en Dordogne, pour perpétuer la mémoire d'Albert Claveille, remit officiellement à la Ville de Bergerac le monument qui lui est dédié. Œuvre de M. Terroir, grand prix de Rome, inauguré par Pierre Laval, ministre des Travaux publics, le bronze en fut volé par les Allemands en décembre 1941, puis reconstitué à l'initiative du comité de la Foire-Exposition de Bergerac en 1952 (fondue à Bergerac, par la maison Linarès Frères, d'après le ciseau du sculpteur bergeracois Jean Varoqueaux).

L'usine hydroélectrique de Tuilières



Cliché Léo Justin Laffargue
Coll. Archives départementales de la Dordogne

L'usine hydroélectrique de Tuilières, telle que le promeneur la découvre aujourd'hui, n'est pas très différente de celle mise en service en 1908. Installée sur un site favorable pour capter la force de la Dordogne, la centrale est constituée d'un barrage et d'une usine de production d'électricité. La retenue du barrage crée une chute artificielle de 12 m, canalisée par huit vannes (sept de 10 m et une de 7 m). Dans l'usine, l'eau fait tourner neuf turbines de type Francis, qui entraînent à leur tour les alternateurs générateurs de courant électrique.

L'ambition de la société Énergie électrique du sud-ouest (EESO), à l'origine de cette réalisation et dont Albert Claveille était l'ingénieur-conseil, était réelle : Tuilières devait alimenter tout le nord du bassin aquitain et, de fait, le courant produit sur les rives de la Dordogne fut bientôt distribué non seulement à Bergerac et Périgueux mais également à Bordeaux, Libourne et Angoulême. En ce sens, Tuilières fut pendant une vingtaine d'années le véritable lieu de production de l'électricité pour toute la région. Le suivi des travaux fut assuré par Albert Claveille et les plans qu'il avait élaborés pour Tuilières furent en grande partie repris pour le barrage de Mauzac, mis en service en 1922. L'irrégularité du débit de la Dordogne, avec notamment des sécheresses à l'été et à l'automne, a conduit l'EESO à construire une centrale thermique au charbon sur le même site. Véritable usine de secours en cas de débit insuffisant ou de crue, cette centrale permettait d'assurer la continuité de la production. Elle a été arrêtée dans les années 1950 et les deux cheminées de 60 m ont été détruites.

En revanche, l'usine hydroélectrique a été régulièrement modernisée, notamment à la Libération lorsque la toute jeune entreprise EDF, créée en 1946, a repris un site largement endommagé par une action de la Résistance le 12 février 1944. Si l'importance régionale de l'usine avait déjà diminué avec la construction des grands barrages des Pyrénées et surtout de la haute vallée de la Dordogne, Tuilières s'adapta aux nouveaux enjeux du temps. L'échelle à poissons, imposée par le décret de 1906, fut refaite en 1989 afin de permettre la remontée des saumons, lamproies et aloses. En 2006, un incident technique sur une vanne a imposé d'importants travaux avant une remise en service au printemps 2009.

La Poudrerie de Bergerac



Cliché Louis Schmitt
Coll. Ville de Bergerac

À la veille de la Grande Guerre, la ville de Bergerac était loin d'imaginer que l'industrie lourde allait bientôt faire irruption dans son quotidien. En 1916, cette terre paysanne entre en effet brutalement dans le XXe siècle avec l'établissement d'un vaste complexe industriel de 230 hectares dédié à la production de coton-poudre, et de poudres diverses. La guerre et la « haute intervention » d'Albert Claveille, selon les mots du maire de l'époque, en étaient la cause. Né dans l'urgence pour alimenter obus et munitions sifflants sur le front, ce monstre de béton et d'acier attire et inquiète à la fois une population qui vient le dimanche contempler ce qu'elle n'a jamais vu : châteaux d'eau massifs et longues cheminées fumantes, hordes d'ouvriers brailleurs suspendus aux charpentes métalliques. Bergerac a désormais deux pôles, son traditionnel clocher d'un côté et ses cheminées noires de l'autre. Un tramway les relie en 1917, afin de faciliter l'acheminement des ouvriers, qui sont un peu plus de 14000 en janvier 1917. Cinq cantonnements logent ouvriers et ouvrières. Ville dans la ville, la poudrerie est autonome avec son hôpital dernier cri, ses cuisines, sa boulangerie, ses magasins de vente, sa garderie et son école primaire. Très vite, l'arrivée de nombreux travailleurs coloniaux (Kabyles et Annamites) ajoute à l'exotisme. Plusieurs mondes culturels apprennent à cohabiter, non sans peine. Alors que la poudrerie fige le développement urbain de Bergerac à l'est, l'installation de « villas » pour les ingénieurs à Cours-de-Pile donne son visage, encore actuel, à cette commune limitrophe. La poudrerie est mise en sommeil et rattachée à celle de Saint-Médard-en-Jalles au lendemain du conflit, et reprend du service à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. En 1942, elle commence son adaptation au marché civil grâce au directeur Charles Garraud. Aujourd'hui, la station de pompage sur les rives de la Dordogne, le portail en fer forgé ou encore le four de briques rouges le long de la route de Creysse sont autant de traces matérielles de la première vie d'une poudrerie bientôt centenaire.